Quand élus et ministres demandent cadeaux et argent au Qatar (MàJ vidéo)

20/10/2016 à 10h39



France Inter | Lea Salamé | 19-10-2016

Georges Malbrunot et Christian Chesnot sortent “Nos très chers émirs”, où ils révèlent les relations troubles de ministres et d’élus avec les monarchies du Golfe en général et avec le Qatar en particulier.

J’ai une bonne et une mauvaise nouvelle. La bonne, c’est qu’on va parler d’un livre écrit par deux journalistes qui ont fait autre chose que parler à François Hollande. La mauvaise, c’est que ce n’est pas un livre qui va redorer le blason de la classe politique. Nos très chers émirs, sort aujourd’hui en librairie, il est écrit par un duo que l’on connaît bien Georges Malbrunot et Christian Chesnot et le Point l’affirme ce matin, “C’est un livre explosif sur les relations troubles de ministre et d’élus avec les monarchies du Golfe en général et avec le Qatar en particulier”. Les milliards d’euros des Émirats ont fait tourner la tête à beaucoup d’élus qui ne

savent plus garder leurs distances, au risque de perdre leur honneur. Bonne feuille a lire dans le Point.

Il est question d'un député socialiste du Pas-de-Calais, Nicolas Bays, qui quémande le financement de ses vacances à l'ambassadeur du Qatar, d'une sénatrice centriste de l'Orne, Nathalie Goulet, qui fait un caprice pour obtenir un cadeau de fin d'année. "Tout le monde a reçu une montre sauf moi !" Il faut dire que le Qatar, depuis des années, envoie à chaque Noël : Rolex et bons d'achat de 6.000 euros dans les grands magasins à certains parlementaires.

Et puis il y a des révélations gravissimes concernant un ministre en exercice Jean-Marie le Guen, ministre des Relations avec le parlement. Les auteurs affirment qu'il a voulu imposer à l'ambassadeur du Qatar en France une agence de communication gérée par un de ses proches. Cette agence de comm aurait été chargée de gérer les déclarations de certains hommes politiques quand ils parlent du Qatar. Sous-entendu : veiller à ce qu'il ne soit pas question de financement du terrorisme par exemple.

"Je peux bloquer au parlement les questions qui sont hostiles à votre pays, mais pas gratuitement". "Il nous faisait littéralement du chantage", explique un officiel quatarien sur sa page Facebook. Jean-Marie le Guen parle d'"allégations délirantes", porte plainte en diffamation et menace de poursuivre ceux qui reprendraient ces propos. […]

RTL